

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTERE DES FINANCES

F. 99 — 2916

[C — 99/03517]

**18 AOUT 1999.** — Arrêté royal mettant en place un système de liquidation et de compensation des opérations conclues sur les marchés organisés à la Bourse ou en dehors de celle-ci et fixant ses règles d'organisation et de fonctionnement et modifiant la loi du 28 avril 1999 transposant en droit belge la Directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

1. La concurrence croissante entre les marchés, due, notamment, au passage à l'euro et au changement de dimension des marchés financiers européens soumet la place financière de Bruxelles à des défis considérables et a mené au projet de créer une structure intégrée rassemblant, sur la place de Bruxelles, les marchés d'actions, d'obligations et de produits assimilés (Bourse), les marchés de dérivés (Belfox), ainsi que les fonctions de compensation (Belfox et la Coopérative de liquidation des marchés de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles), de liquidation et de conservation (C.I.K.).

La loi du 10 mars 1999 modifiant la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, fixant le régime fiscal des opérations de prêt d'actions et portant diverses autres dispositions — ci-après « la loi du 10 mars 1999 » — a constitué la première étape de ce processus d'intégration, notamment en modifiant la structure et les compétences des organes représentatifs de la S.B.V.M.B. (dont la dénomination commerciale est "B.X.S. ») et en prévoyant que celle-ci est une société anonyme.

Une deuxième étape du processus d'intégration a consisté à filialiser les sociétés Belfox s.c. et C.I.K. s.a., de manière à ce que la S.B.V.M.B. s.a. devienne la société faitière de la structure intégrée. Dans ce même cadre, la S.B.V.M.B. s.a. a été reconnue par l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif à la reconnaissance de la S.B.V.M.B. s.a. et modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à la création et à l'organisation de la Bourse belge des Futures et Options, pour organiser et administrer les marchés Belfox.

### MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 99 — 2916

[C — 99/03517]

**18 AUGUSTUS 1999.** — Koninklijk besluit tot oprichting van een verrekenings- en afwikkelingssysteem van transacties afgesloten binnen of buiten de door de Beurs georganiseerde markten en tot vaststelling van de regels inzake de inrichting en de werking ervan en tot wijziging van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EEG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. De toenemende concurrentie tussen de markten die, met name, het gevolg is van de omschakeling naar de euro en de gewijzigde omvang van de Europese financiële markten, plaatst het Brusselse financiële centrum voor aanzienlijke uitdagingen en heeft geleid tot de vorming van een geïntegreerde structuur die de markten van de aandelen, de obligaties en aanverwante producten (Beurs), de markten van de afgeleide producten (Belfox) alsook de functies van verrekening (Belfox en de Coöperatieve tot vereffening van de markten van de Effectenbeursvennootschap van Brussel), afwikkeling en bewaring (C.I.K.) op de Brusselse financiële plaats bijeenbrengt.

De wet van 10 maart 1999 tot wijziging van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, tot fiscale regeling van de verrichtingen van lening van aandelen en houdende diverse andere bepalingen — hierna « de wet van 10 maart 1999 » — vormde de eerste fase van dit integratieproces, door inzonderheid de structuur en de bevoegdheden van de vertegenwoordigingsorganen van de E.B.V.B. (commerciële naam "B.X.S. ») te wijzigen en door te voorzien dat deze naamloze vennootschap is.

Een tweede fase van het integratieproces bestond in de "filialisering" van de vennootschappen Belfox c.v. en C.I.K. n.v., zodat de E.B.V.B. n.v. de overkoepelende vennootschap wordt van de geïntegreerde structuur. In ditzelfde kader kreeg de E.B.V.B. n.v. door het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de erkenning van de E.B.V.B. n.v. en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1995 houdende de oprichting en de inrichting van de Belgische Future- en Optiebeurs, toestemming om de Belfox-markten in te richten en te besturen.

Ensuite, il est apparu opportun de procéder au regroupement de la compensation de l'ensemble des transactions faites sur les instruments financiers inscrits sur les marchés désormais organisés par la S.B.V.M.B. s.a., que ces transactions aient lieu sur ou en dehors de ceux-ci. Il a, par contre, été décidé de proposer à votre Majesté d'opter pour la solution qui consiste à ce que la liquidation des transactions soit organisée dans une(des) entité(s) juridique(s) distincte(s) de celle appelée à gérer les opérations de compensation. Il s'agit là d'une des architectures pouvant être rencontrée à cet effet sur les différentes places financières européennes.

Il a dès lors été décidé de procéder à la transformation de la société coopérative Belfox s.c. auparavant chargée de la compensation des transactions sur les instruments financiers dérivés, en B.X.S.-Clearing s.a. et de lui confier également la compensation des transactions sur instruments financiers inscrits sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., que ces transactions aient lieu sur ou en dehors de ceux-ci.

D'autre part, le mandat dévolu par la société coopérative de liquidation des marchés de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, ci-après « la Coopérative de liquidation », lui sera retiré; la nouvelle entité offrant de meilleures garanties de sécurité et étant mieux adaptée à la complexité des transactions.

2. L'article 14, 1<sup>o</sup>, de la loi du 6 avril 1995 oblige le conseil d'administration de la S.B.V.M.B. s.a. à proposer au Roi la mise en place d'un système de compensation et de liquidation, et d'en fixer les règles de fonctionnement et d'organisation.

L'arrêté qui est ce jour présenté à la signature de Votre Majesté a pour objet de vous proposer le système mis en place par la S.B.V.M.B. s.a. ainsi que ses règles de fonctionnement et d'organisation. Il est entendu que le présent arrêté ne porte en aucun cas préjudice à l'application de la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions légales en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres.

3. L'article 1<sup>er</sup> a pour objet de définir certains termes utilisés par la suite dans le texte de l'arrêté royal. Il s'agit notamment de faire la distinction entre la compensation (clearing) et la liquidation (settlement) des transactions, afin d'éviter dans l'avenir toute confusion à ce sujet. Le présent arrêté royal a le mérite, pour la première fois dans un texte réglementaire, de décrire clairement les différentes opérations que l'on regroupe sous ces deux vocables.

Le terme « Couverture » permettant de garantir les risques découlant des positions y est également précisé. Ce que l'on entend par « Position » d'un membre y a aussi été explicité. Le jargon quotidiennement utilisé dans ces matières paraît à première vue évident mais mérite néanmoins d'être clairement précisé.

Les mots « Procédures particulières » sont également définis et ont pour objet de préciser les mesures que propose le conseil d'administration de l'organisme de compensation à l'approbation du Ministre des Finances, en cas de défaillance d'un des membres compensateurs. Ces mesures seront coulées sous la forme d'un arrêté ministériel et ne font évidemment pas obstacle à l'application de la loi du 28 avril 1999 transposant en droit belge la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, qui prévoit les règles à mettre en place en droit interne en vue d'apporter une sécurité suffisante et d'assurer le bon fonctionnement des systèmes de paiement, dans le cas d'une insolvabilité d'un participant.

Les termes « Règles d'organisation et de fonctionnement » sont définis de telle façon qu'il n'y a pas de confusion possible entre les procédures que peut prendre le conseil d'administration de l'organisme de compensation et qui doivent être respectées par les membres compensateurs et les règles qui seront déterminées dans le Règlement de la bourse, et contrôlées par l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. en vertu de l'article 19, 1<sup>o</sup>, c), de la loi du 6 avril 1995 et qui visent essentiellement à s'assurer que les intermédiaires qui agissent directement ou indirectement sur les marchés aient pris les mesures qui s'imposent en vue de compenser ou de faire compenser les opérations sur instruments financiers qu'ils ont effectuées sur les marchés.

Enfin, la définition du mot « Transaction » permet de circonscrire le champ d'application du présent arrêté.

4. L'article 2 de l'arrêté royal a pour objet de fixer les principes minima auquel l'organisme de compensation doit obéir en vue d'être reconnu par le conseil d'administration de la S.B.V.M.B. s.a. et d'exercer, en toute sécurité, la compensation des transactions effectuées sur les marchés qu'elle organise ou en dehors de ceux-ci. Les règles d'organisation et de fonctionnement dudit organisme peuvent donc être plus strictes que lesdits principes. Ceux-ci tiennent compte des recommandations internationales en la matière édictées, notamment, par les

Vervolgens leek het opportuun de verrekening te bundelen van al de transacties op of buiten de voortaan door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten, in financiële instrumenten die er zijn opgenomen. Er werd daarentegen beslist aan Uwe Majesteit voor te stellen te opteren voor de oplossing die erin bestaat de afwikkeling van verrichtingen te organiseren in een of meer juridische entiteiten die verschillen van deze die de verrekening beheert. Het gaat hier om één van de architecturen die op de verschillende Europese financiële centra in aanmerking kan komen.

Er werd dan ook beslist de coöperatieve vennootschap Belfox c.v., die voordien belast was met de verrekening van de transacties in afgeleide financiële instrumenten, om te vormen tot B.X.S.-Clearing n.v. en haar tevens de verrekening toe te vertrouwen van de transacties op of buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten in financiële instrumenten die er zijn opgenomen.

Anderzijds zal het mandaat van de coöperatieve vennootschap tot vereffening van de markten van de Effectenbeursvennootschap van Brussel, hierna « de Coöperatieve tot vereffening », worden ingetrokken; de nieuwe entiteit biedt betere veiligheids garanties en is beter aangepast aan de complexiteit van de transacties.

2. Artikel 14, 1<sup>o</sup>, van de wet van 6 april 1995 verplicht de raad van bestuur van de E.B.V.B. n.v. aan de Koning de oprichting voor te stellen van een verrekenings- en afwikkelingsstelsel en er de werkings- en inrichtingsregels van vast te stellen.

Het besluit dat heden aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd heeft tot doel U het door de E.B.V.B. n.v. opgerichte stelsel voor te stellen alsook de werkings- en inrichtingsregels ervan. Dit besluit doet in geen geval afbreuk aan de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake financiële instrumenten en effectenclearingstelsels.

3. Artikel 1 heeft tot doel bepaalde termen te omschrijven die in de tekst van het koninklijk besluit voorkomen. Er moet namelijk een onderscheid worden gemaakt tussen de verrekening (clearing) en de afwikkeling (settlement) van transacties, teneinde in de toekomst elke verwarring hieromtrent te vermijden. De verdiende van dit koninklijk besluit is dat voor de eerste keer in een reglementaire tekst de diverse verrichtingen die onder beide termen vallen duidelijk worden omschreven.

Ook het begrip « Dekking » ter garantie van de risico's die voortvloeien uit de posities wordt erin verklaard. Tevens wordt uitgelegd wat verstaan wordt onder een « Positie » van een lid. Het dagelijkse gebruikte jargon in deze materie lijkt op het eerste zicht evident, maar dient toch duidelijk te worden uitgelegd.

De woorden « Bijzondere procedures » worden er eveneens in gedefinieerd. Ze sommen de maatregelen op die de raad van bestuur van het verrekeningsorganisme voorlegt aan de goedkeuring van de Minister van Financiën ingeval van een tekortkoming van één van de leden-verrekenaars. Deze maatregelen worden in de vorm gegoten van een ministerieel besluit en vormen uiteraard geen belemmering voor de toepassing van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting in Belgisch recht van Richtlijn 98/26/EEG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen, die de regels vaststelt die in het interne recht moeten worden aangebracht teneinde voldoende zekerheid te bieden en de goede werking van de betalingssystemen te waarborgen in geval van insolvabiliteit van een deelnemer.

De begrippen « Inrichtings- en werkingsregels » werden zo gedefinieerd dat er geen verwarring mogelijk is tussen de procedures die de raad van bestuur van het verrekeningsorganisme kan opleggen en die moeten worden nageleefd door de leden-verrekenaars en de regels die zullen worden bepaald in het Beursreglement en waarop wordt toegezien door de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v. krachtens artikel 19, 1<sup>o</sup>, c), van de wet van 6 april 1995. Deze regels hebben hoofdzakelijk tot doel er zich van te vergewissen dat de bemiddelaars, die rechtstreeks of onrechtstreeks op de markten handelen, de nodige maatregelen hebben genomen om de verrichtingen in financiële instrumenten, die ze op de markten hebben uitgevoerd, te verrekenen of te laten verrekenen.

Met de definitie van het woord « Transactie », ten slotte, wordt het toepassingsgebied van dit besluit afgebakend.

4. Artikel 2 van het koninklijk besluit heeft tot doel de minimumbeginselen vast te stellen die het verrekeningsorganisme moet volgen om te worden erkend door de raad van bestuur van de E.B.V.B. n.v. en in alle veiligheid de verrekening uit te voeren van de transacties op of buiten de door haar ingerichte markten. De inrichtings- en werkingsregels van het beoogde organisme kunnen dus strikter zijn dan die beginselen. Ze houden rekening met de internationale aanbevelingen terzake zoals die, onder andere, blijken uit de verslagen van de Groep

rapports du Groupe des 10 à Bâle, les recommandations de l'Organisation Internationale des Commissions de valeurs (OICV) en matière de régulation financière et les discussions au sein du Forum of European Securities Commissions (FESCO), à savoir :

- une distinction claire entre les membres des marchés et les membres de l'organisme de compensation,
- l'interpositionnement et la gestion des positions par une contrepartie centrale permettant de garantir les risques découlant d'une telle activité,
- la mise en place de procédures de mesures et de gestion des risques,
- l'utilisation d'un système de liquidation « Delivery Versus Payment » (D.V.P.) intégré, c'est-à-dire sans intervention manuelle, et
- la gestion des situations de Défaillances des membres.

5. L'article 3 de l'arrêté royal permet à l'organisme de compensation de proposer au Ministre des Finances les règles relatives à son organisation, son fonctionnement, aux conditions et procédures d'admission des membres compensateurs et leurs obligations ainsi que les procédures à mettre en place en cas de défaillance de ceux-ci. Ces règles prendront la forme d'un règlement approuvé par arrêté ministériel.

Afin de lui donner toute la souplesse de décision dont il a besoin dans l'exercice de ses missions, il est prévu dans l'alinéa 2 de l'article 3 que l'organisme de compensation pourra préciser ces différents points dans des procédures ou circulaires qu'il prendra en exécution dudit règlement.

6. L'article 4 de l'arrêté fixe les conditions minimales pour devenir membre de l'organisme de compensation. Ces conditions sont suffisamment larges pour permettre l'admission de membres belges ou étrangers. L'alinéa 3 de cet article précise que le conseil d'administration de l'organisme peut prendre des mesures de suspension ou d'exclusion d'un membre qui ne remplit plus les conditions d'admission ou qui ne respecte pas ses obligations. Le conseil d'administration doit, dans ce cas, informer immédiatement l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. pour qu'elle puisse, dans ce cas, prendre les mesures qui s'imposent au niveau des membres des marchés.

7. L'article 5 de l'arrêté royal permet à l'organisme de compenser, le cas échéant, d'autres opérations sur instruments financiers non inscrits, conclues sur ou en dehors des marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a.

8. Conformément à l'article 2, § 5, de la loi du 28 avril 1999 visant à transposer en droit belge la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, l'article 6 de l'arrêté a pour objet de radier l'organisme visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, b), 5<sup>e</sup>, de la liste des systèmes de règlement-titres visé par ladite loi.

9. Le contrôle prudentiel de la Commission bancaire et financière tel qu'il est organisé dans l'article 7 de l'arrêté s'inspire très largement du contrôle exercé par cette dernière sur les organismes bancaires et sur les entreprises d'investissement. Il s'inspire également du contrôle qu'exerçait la Commission bancaire et financière sur les activités de compensation (clearing) de Belfox s.c. Dans l'état actuel des textes, ce contrôle porte sur les activités de l'organisme de compensation, de manière à permettre de vérifier sa bonne et saine gestion et de s'assurer en permanence que les risques qu'il a pris sont acceptables pour les investisseurs et que les engagements qu'il a souscrits ne mettent pas en danger sa solvabilité. Il renforcera enfin la crédibilité internationale de l'organisme de compensation.

10. L'article 8 de l'arrêté vise, conformément à l'article 14, 1<sup>er</sup>, de la loi du 6 avril 1995, à désigner le ou les organisme(s) de liquidation agréé(s) par la S.B.V.M.B. s.a. pour liquider les transactions sur instruments financiers et précise qu'il(s) doi(ven)t respecter les recommandations internationales visés notamment dans les rapports mentionnés au point 4.

11. De la même façon que l'article 5 permet à l'organisme de compensation d'intervenir pour des instruments financiers qui ne sont pas inscrits sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., l'article 9 de l'arrêté octroie cette faculté à(aux) organisme(s) de liquidation visé(s) à l'article 8.

12. Conformément à l'article 6 de la loi du 6 avril 1995, l'article 10 de l'arrêté prévoit que les organismes de compensation et de liquidation visés par l'arrêté sont soumis au contrôle de tutelle du Ministre des Finances par le biais du Commissaire de gouvernement près de la S.B.V.M.B. s.a., pour autant que ces organismes soient des filiales de la S.B.V.M.B. s.a.

van 10 te Bazel, de aanbevelingen inzake financiële regulering van de International Organisation of Securities Commission (IOSCO) en de discussies in het Forum of European Securities Commissions (FESCO), namelijk :

- een duidelijk onderscheid tussen de leden van de markten en de leden van het verrekeningsorganisme,
- de interpositionering en het beheer van de posities door een centrale tegenpartij waardoor de risico's voortvloeiend uit dergelijke activiteit kunnen worden gegarandeerd,
- de invoering van procedures voor het berekenen en beheren van de risico's,
- het gebruik van een geïntegreerd afwikkelingsstelsel « Delivery Versus Payment » (D.V.P.), dit wil zeggen zonder manuele tussenkomst, en
- het beheer van de Tekortkomingen van de leden.

5. Artikel 3 van het koninklijk besluit laat het verrekeningsorganisme toe aan de Minister van Financiën de regels voor te stellen met betrekking tot zijn inrichting, zijn werking, de toelatingsvoorwaarden en -procedures van de leden-verrekenaars en hun verplichtingen alsook de te hanteren procedures indien deze leden-verrekenaars tekortschieten. Die regels nemen de vorm aan van een door ministerieel besluit goedgekeurd reglement.

Teneinde het verrekeningsorganisme al de soepelheid van besluitneming te bieden die het nodig heeft voor de uitvoering van zijn taken, voorziet lid 2 van artikel 3 dat het verrekeningsorganisme die verschillende punten kan verduidelijken in procedures of rondschrijvens die het uitvaardigt in uitvoering van het reglement.

6. Artikel 4 van het besluit bepaalt de minimumvoorwaarden om lid te kunnen worden van het verrekeningsorganisme. Die voorwaarden zijn voldoende ruim om zowel de toelating van Belgische als van buitenlandse leden mogelijk te maken. Lid 3 van dit artikel preciseert dat de raad van bestuur van het organisme een lid dat niet meer voldoet aan de toetredingsvoorwaarden of zijn verplichtingen niet naleeft, kan schorsen of uitsluiten. In dit geval moet de raad van bestuur onmiddellijk de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v. verwittigen zodat deze de nodige maatregelen kan treffen voor de leden van de markten.

7. Artikel 5 van het koninklijk besluit stelt het verrekeningsorganisme in staat om eventueel ook verrichtingen te verrekenen afgesloten op of buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten, in financiële instrumenten die er niet zijn opgenomen.

8. Overeenkomstig artikel 2, § 5, van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting in Belgisch recht van richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingsystemen, heeft artikel 6 van dit besluit tot doel het in artikel 2, § 1, b), 5<sup>e</sup>, bedoelde organisme schrappen van de lijst van effectenafwikkelingsystemen beoogd door die wet.

9. De prudentiële controle van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, zoals geregeld in artikel 7 van het besluit, is in ruime mate geïnspireerd op haar controle op de bankinstellingen en de beleggingsondernemingen. Ze is tevens ingegeven door de controle die de Commissie voor het Bank- en Financieuzen uitoefende op de verrekeningsactiviteiten (clearing) van Belfox c.v. In de huidige stand van de teksten slaat deze controle alleen op de activiteiten van het verrekeningsorganisme, om het mogelijk te maken zijn correcte en gezonde beheer na te gaan en er zich constant van te vergewissen dat de risico's die het genomen heeft aanvaardbaar zijn voor de beleggers en de aangegane verbintenissen zijn solventie niet in het gedrang brengt. De controle zal, ten slotte, de internationale geloofwaardigheid van het verrekeningsorganisme versterken.

10. Artikel 8 van het besluit heeft tot doel, overeenkomstig artikel 14, 1<sup>er</sup>, van de wet van 6 april 1995, het of de afwikkelingsorganisme(n) aan te duiden aan wie de E.B.V.B. n.v. de vergunning geeft om transacties in financiële instrumenten af te wikkelen en preciseert dat dit (deze) organisme(n) de internationale aanbevelingen moet(en) naleven als inzonderheid beoogd in onder punt 4 vermelde verslagen.

11. Net zoals artikel 5 het verrekeningsorganisme toelaat ook op te treden voor financiële instrumenten die niet zijn opgenomen op de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten, kent artikel 9 diezelfde mogelijkheid toe aan het (de) in artikel 8 beoogde afwikkelingsorganisme(n).

12. Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 6 april 1995 bepaalt artikel 10 van het besluit dat de in het besluit beoogde verrekenings- en afwikkelingsorganismen onder de voogdijcontrole van de Minister van Financiën vallen door toedoen van de Regeringscommissaris bij de E.B.V.B. n.v., voor zover die organismen dochterondernemingen zijn van de E.B.V.B. n.v.

13. L'article 11 permet à l'organisme de compensation de faire usage des procédures en vigueur auprès de Belfox pour la compensation des transactions sur dérivés et de la Coopérative de liquidation pour les transactions sur les marchés cash, tant que les nouvelles procédures appelées à les remplacer le plus rapidement possible, ne sont pas encore rédigées en raison de contraintes de temps.

14. Les articles 12 et suivants règlent le transfert opérationnel des activités de la Coopérative de liquidation à B.X.S.-Clearing tant en ce qui concerne les coopérateurs de celle-ci, qui deviennent automatiquement et de plein droit membres de l'organisme de compensation, qu'en matière de couvertures et de positions de ceux-ci qui sont transférées de plein droit.

15. Enfin, il est prévu à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, que la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal est le 20 août 1999.

L'alinéa 2 a pour objet de faire coïncider la date du transfert opérationnel des activités de la Coopérative de liquidation à l'organisme de compensation avec la date d'entrée en vigueur des dispositions transitoires du Titre VI, qui organisent certaines modalités pratiques de ce transfert. Cet alinéa prévoit, dès lors, qu'au cas où ledit transfert ne pourrait avoir lieu - pour quelque raison que ce soit - à la date du 20 août, les dispositions transitoires du Titre VI viendraient à s'appliquer le jour effectif de ce transfert fixé par le Conseil d'administration, de la S.B.V.M.B. s.a., conformément à l'article 14, 1<sup>o</sup>, de la loi du 6 avril 1995.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

**18 AOUT 1999. — Arrêté royal mettant en place un système de liquidation et de compensation des opérations conclues sur les marchés organisés à la Bourse ou en dehors de celle-ci et fixant ses règles d'organisation et de fonctionnement et modifiant la loi du 28 avril 1999 transposant en droit belge la Directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, modifiée par les lois des 30 janvier 1996 et 10 mars 1999 (dénommée ci-après «la loi du 6 avril 1995»), notamment ses articles 9, alinéa 9 et 14, 1<sup>o</sup>;

Vu la loi du 28 avril 1999 transposant en droit belge la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, notamment son article 2;

Vu l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 10 mars 1999;

Vu l'arrêté royal du 11 avril 1999 relatif à la transformation de la société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles en société anonyme et portant diverses dispositions transitoires;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif à la reconnaissance de la S.B.V.M.B. s.a et modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à la création et à l'organisation de la Bourse belge des Futures et Options;

Vu l'avis du conseil d'administration de la S.B.V.M.B.;

Vu l'avis de l'autorité de marché de la S.B.V.M.B.;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, §1<sup>er</sup>, remplacées par la loi du 4 juillet 1989 et modifiées par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il a été décidé, d'une part, de rassembler, sur la place de Bruxelles, les marchés d'actions, d'obligations et de produits assimilés (Bourse) et les marchés de dérivés (Belfox), et, d'autre part, les fonctions de compensation auparavant exercées par Belfox s.c. (dérivés) et la Coopérative de liquidation des marchés de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, ci-après «la Coopérative de liquidation» (cash);

13. Artikel 11 staat het verrekeningsorganisme toe gebruik te maken van de procedures van kracht bij Belfox voor de verrekening van transacties in afgeleide instrumenten en bij de Coöperatieve tot vereffening voor de transacties op de cashmarkten, zolang de nieuwe procedures, die deze zo snel mogelijk moeten vervangen, nog niet zijn opgesteld om reden van tijdsgebrek.

14. De artikelen 12 en volgende regelen de operationele overdracht van de activiteiten van de Coöperatieve tot vereffening naar B.X.S.-Clearing, zowel wat haar vennoten betreft, die automatisch en van rechtswege lid worden van het verrekeningsorganisme, alsook wat hun dekkingen en posities betreft, die van rechtswege worden overgedragen.

15. Ten slotte bepaalt artikel 15, lid 1, dat de datum van inwerking-treding van het koninklijk besluit 20 augustus 1999.

Het tweede lid heeft tot doel de datum van de operationele overdracht van de activiteiten van de Coöperatieve tot vereffening aan het verrekeningsorganisme te laten samenvallen met de datum van inwerking-treding van de overgangsbepalingen van Titel VI, die bepaalde praktische modaliteiten van de overdracht regelen. Dit lid voorziet dus dat ingeval de overdracht niet zou kunnen plaatsvinden - om welke redenen ook - op datum van 20 augustus, de overgangsbepalingen van Titel VI in werking treden op de effectieve dag van de overdracht, die wordt vastgesteld door de raad van bestuur van de E.B.V.B. n.v., overeenkomstig artikel 14, 1<sup>o</sup>, van de wet van 6 april 1999.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

**18 AUGUSTUS 1999. — Koninklijk besluit tot oprichting van een verrekenings- en afwikkelingssysteem van transacties afgesloten binnen of buiten de door de beurs georganiseerde markten, en tot vaststelling van de regels inzake de inrichting en de werking ervan en tot wijziging van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EEG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, gewijzigd door de wetten van 30 januari 1996 en 10 maart 1999 (hierna «de wet van 6 april 1995»), inzonderheid op de artikelen 9, negende lid en 14, 1<sup>o</sup>;

Gelet op de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EEG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot vaststelling van de datum van inwerking-treding van sommige bepalingen van de wet van 10 maart 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot omvorming van de Effectenbeursvennootschap van Brussel in een naamloze vennootschap en houdende sommige overgangsbepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de erkenning van de E.B.V.B. n.v. en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1995 houdende de oprichting en de inrichting van de Belgische Future- en Optiebeurs;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de E.B.V.B.;

Gelet op het advies van de marktautoriteit van de E.B.V.B.;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er beslist werd, enerzijds, de markten van de aandelen, de obligaties en aanverwante producten (Beurs) en de markten van de afgeleide producten (Belfox) en, anderzijds, de voordien door Belfox c.v. (afgeleide producten) en door de Coöperatieve tot vereffening van de markten van de Effectenbeursvennootschap van Brussel, hierna «de Coöperatieve tot vereffening» (cash), uitgeoefende verrekeningsfuncties op de Brusselse plaats bijeen te brengen;

Considérant qu'il a été décidé de procéder à ce regroupement au sein de société Belfox s.c., - auparavant et encore à ce jour chargée de la compensation des transactions sur les instruments financiers dérivés - transformée en B.X.S.-Clearing s.a.; Qu'à la même occasion, l'objet social de B.X.S.-Clearing a été étendu; Que dans ce cadre le mandat octroyé par l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. à la Coopérative de liquidation lui sera retiré et sera transféré à B.X.S.-Clearing;

Considérant que ledit regroupement nécessite, notamment, le transfert des montants affectés en garantie des engagements des membres de la Coopérative de liquidation à B.X.S.-Clearing;

Considérant que ces engagements sont pour l'essentiel, représentés par des parts de coopérateurs de catégorie B de la Coopérative de liquidation; Que la quasi-totalité des coopérateurs ont donc demandé, le 30 juin 1999, le retrait partiel et dès lors le remboursement de leurs parts de catégorie B; Que ce remboursement permettra de libérer effectivement le montant des garanties et de les réaffecter auprès de B.X.S.-Clearing, et ce, dès l'entrée en vigueur du présent arrêté;

Considérant qu'à partir du 17 août 1999, date de l'assemblée générale ordinaire de la Coopérative de liquidation, il devra être procédé au remboursement effectif des parts de catégorie B;

Considérant qu'il s'ensuivra pour la Coopérative de liquidation une réduction de son capital; Qu'en outre, la structure de la nouvelle entité est mieux adaptée à la complexité des transactions sur instruments financiers;

Considérant, par ailleurs, que le transfert opérationnel des activités de la Coopérative de liquidation vers B.X.S.-Clearing précité est en principe prévu pour le 20 août 1999, date qui correspond à un vendredi - veille d'un week-end au cours duquel tout problème opérationnel éventuel peut être réglé - qui se situe dans la première moitié d'une quinzaine du marché à terme lors de laquelle les risques opérationnels et financiers sont plus limités;

Considérant que dans le cadre de ce transfert les dispositions transitoires du présent arrêté sont essentielles puisqu'elles sont préalables au bon fonctionnement de la structure intégrée mise en place, tant au niveau de l'admission des membres qu'au niveau du respect, par ceux-ci, de procédures de compensation;

Qu'il convient dès lors d'adopter sans tarder le présent arrêté;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Arrête :

#### TITRE Ier. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Aux fins du présent arrêté et des règles et procédures prises en exécution de celui-ci, il y a lieu d'entendre par :

1° Compensation : activité de l'organisme de compensation, qui regroupe au moins les opérations suivantes :

Enregistrement des Transactions et calcul des Positions,

Mesure du risque pour chaque Position,

Fixation et appel des couvertures auprès des Membres compensateurs, en fonction du risque mesuré,

Garantie de bonne fin des Positions en se portant contrepartie du Membre compensateur de l'acheteur et celui du vendeur,

Gestion des procédures de Défaillances des Membres compensateurs,

Détermination et transmission des instructions de liquidation à (aux) l'organisme(s) de liquidation;

2° Couverture : les instruments financiers, fonds et/ou garanties exigés par l'organisme de compensation, pour couvrir les risques qu'il a calculés sur les Positions et dont il précise la composition et la méthode de calcul dans les règles et procédures visées à l'article 3;

3° Défaillance : situation dans laquelle se trouve un Membre compensateur qui :

n'a pas respecté ses obligations de Couverture des risques calculés par l'organisme de compensation, dans le délai et selon les modalités établis par ce dernier,

n'a pas respecté ses obligations de livraison et/ou de paiement dans le cadre de la Liquidation,

fait l'objet d'une procédure de saisie, de concordat, de faillite, de liquidation ou de toute autre procédure similaire; il en est de même en cas d'insolvabilité notoire.

Overwegende dat er beslist werd tot die groepering over te gaan binnen de vennootschap Belfox c.v. - voordien en nog steeds belast met de verrekening van de transacties in afgeleide financiële instrumenten - omgevormd tot B.X.S.-Clearing n.v.; Dat bij die gelegenheid het maatschappelijke doel van B.X.S.-Clearing werd uitgebreid; Dat in dit kader het door de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v. aan de Coöperatieve tot vereffening toegekende mandaat zal worden ingetrokken en overgedragen aan B.X.S.-Clearing;

Overwegende dat die groepering gepaard gaat met de overdracht aan B.X.S.-Clearing van de bedragen neergelegd als garantie van de verbintenissen van de leden van de Coöperatieve tot vereffening;

Overwegende dat die verbintenissen hoofdzakelijk zijn vertegenwoordigd door deelbewijzen categorie B van de Coöperatieve tot vereffening; Dat dus bijna alle coöperanten op 30 juni 1999 de gedeeltelijke opname hebben gevraagd en derhalve de terugbetaling van hun deelbewijzen categorie B; Dat die terugbetaling het mogelijk zal maken het bedrag van de garanties werkelijk vrij te maken en over te maken aan B.X.S.-Clearing, en dit na de inwerkingtreding van dit besluit;

Overwegende dat er vanaf 17 augustus 1999, datum van de gewone algemene vergadering van de Coöperatieve tot vereffening, zal worden overgegaan tot de effectieve terugbetaling van de deelbewijzen categorie B;

Overwegende dat hierdoor het kapitaal van de Coöperatieve tot vereffening zal verminderen; Dat bovendien de structuur van de nieuwe entiteit meer aangepast is aan de complexiteit van transacties in financiële instrumenten;

Overwegende, daarenboven, dat bovenvermelde operationele overdracht van de activiteiten van de Coöperatieve tot vereffening naar B.X.S.-Clearing in principe voorzien is op 20 augustus 1999, een vrijdag - vooravond van een weekend tijdens welk een eventueel operationeel probleem kan worden verholpen - die valt in de eerste helft van een quinzaine op de termijnmarkt wanneer de operationele en financiële risico's kleiner zijn;

Overwegende dat in het kader van deze overdracht, de overgangsbepalingen van dit besluit onontbeerlijk zijn voor de goede werking van de ingevoerde geïntegreerde structuur, zowel op het vlak van de toelating van de leden als op het vlak van de naleving door deze van verrekeningsprocedures;

Dat het dan ook nodig is dit besluit onverwijld goed te keuren;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Besluit :

#### TITEL I. — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit en van de regels en procedures met toepassing ervan wordt verstaan onder :

1° Verrekening : activiteit van het verrekeningsorganisme, dat minstens volgende verrichtingen omvat :

De Registratie van de Transacties en de berekening van de Posities,

Het berekenen van het risico voor iedere Positie,

De vaststelling en het opvragen van de dekkingen bij de Leden-verrekenaars, op grond van het berekende risico,

De garantie van goede afloop van de Posities door zich als tegenpartij op te stellen van het Lid-verrekenaar van de koper en van deze van de verkoper,

Het beheer van de procedures voor Tekortkomingen van de Leden-verrekenaars,

de bepaling en het verzenden van afwikkelingsinstructies naar het (de) afwikkelingsorganisme(n);

2° Dekking : de door het verrekenings-organisme vereiste financiële instrumenten, gelden en/of garanties om de risico's te dekken die het op de Posities heeft berekend en waarvan het de samenstelling en de berekeningsmethode preciseert in de in artikel 3 beoogde regels en procedures;

3° Tekortkoming : situatie waarin een Lid-verrekenaar zich bevindt dat :

de Dekkingsverplichtingen van de door het verrekeningsorganisme berekende risico's niet heeft nageleefd binnen de termijn en op de wijze opgelegd door het organisme,

de leverings- en/of betalingsverplichtingen in het kader van de Afwikkeling niet heeft nageleefd,

onderworpen is aan een procedure in verband met een beslag, een akkoord, een faillissement, een vereffening of elke andere gelijkaardige procedure; dit geldt ook voor het kennelijke onvermogen;

4° Enregistrement des Transactions : prise en compte des Transactions par l'organisme de compensation, soit de façon automatique si la Transaction a lieu régulièrement sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., soit à la demande des parties si la Transaction a lieu en dehors de ces marchés et après accord de l'organisme de compensation;

5° Liquidation : opération par laquelle le ou les organisme(s) de liquidation assure(nt) le transfert des instruments financiers et le règlement en espèces, entre les comptes de l'acheteur et du vendeur;

6° Membre compensateur : toute personne physique ou morale, de droit belge ou étranger, qui est admise comme membre de l'organisme de compensation, conformément à l'article 4, et qui peut intervenir, en tant que contrepartie, dans l'opération de Compensation. Le Membre compensateur Individuel intervient en son nom et pour le compte de ses propres Transactions et celles de ses clients. Le Membre compensateur Général peut, en outre, intervenir pour les Transactions propres des membres des marchés et celles de leurs clients;

7° Position : solde obtenu par l'organisme de compensation, après avoir compensé, par compte, l'ensemble des Transactions exécutées sur un même instrument financier et ayant une même date supposée de liquidation;

8° Procédures particulières : ensemble de mesures telles que la clôture des Positions détenues pour compte propre ou le transfert des Positions des clients vers d'autres Membres compensateurs, prises à l'égard du Membre compensateur en cas de Défaillance de celui-ci, sans préjudice de la loi du 28 avril 1999 transposant en droit belge la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres. Ces mesures sont fixées dans le règlement que l'organisme de compensation soumet à l'approbation du Ministre des Finances et détaillées dans les procédures visées à l'article 3;

9° Règles d'organisation et de fonctionnement de l'organisme de compensation : les règles et procédures visées au Chapitre Ier du Titre II du présent arrêté, à l'exclusion des règles prévues dans le Règlement de la Bourse de la S.B.V.M.B. s.a. et qui font l'objet du contrôle de l'autorité de marché conformément à l'article 19, 1°, c) de la loi du 6 avril 1995;

10° Transaction : achat, vente et autres opérations exécutées sur les instruments financiers inscrits sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., que cette exécution ait lieu sur ou en dehors de ceux-ci.

## TITRE II. — *L'organisme de compensation*

### Chapitre Ier. — *Règles d'organisation et de fonctionnement de l'organisme de compensation*

**Art. 2.** L'organisme désigné par la S.B.V.M.B. s.a. pour compenser les Transactions, exécute, au moins, les opérations suivantes telles qu'elles sont définies, le cas échéant, par les standards internationaux en la matière :

1° organiser une structure adéquate des comptes de ses Membres compensateurs telle que définie dans les règles et procédures visées à l'article 3,

2° procéder de façon automatisée à l'Enregistrement des Transactions régulièrement conclues,

3° calculer les Positions pour chaque Membre compensateur et chaque compte,

4° s'interposer entre le Membre compensateur de l'acheteur et celui du vendeur en tant que contrepartie directe et assurer, ainsi, la bonne fin des Positions. Cette garantie de bonne fin assure à l'acheteur la délivrance des instruments financiers achetés ou, le cas échéant, d'une indemnité compensatoire en contrepartie des instruments financiers achetés et non livrés, et, au vendeur, le versement d'espèces, en contrepartie de la livraison des instruments financiers vendus,

5° mesurer quotidiennement les risques relatifs aux Positions,

6° réclamer, au Membre compensateur, le versement des couvertures minimales des risques visés au point précédent, dans les délais, selon les modalités et les formes qu'il détermine,

7° mettre en place des Procédures particulières en cas de Défaillance des Membres compensateurs,

8° déterminer et transmettre les instructions de liquidation à (aux) l'organisme(s) de liquidation visé(s) à l'article 8.

L'organisme de compensation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit, en outre, disposer d'un capital et des ressources financières suffisants pour assurer pleinement les risques liés aux opérations visées audit alinéa.

4° Registratie van de Transacties : het in rekening nemen van de Transacties door het verrekeningsorganisme, hetzij automatisch indien de Transactie regelmatig plaatsvindt op de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten, hetzij op aanvraag van de partijen indien de Transactie plaatsvindt buiten deze markten en na aanvaarding van het verrekenings-organisme;

5° Afwikkeling : verrichting waarbij het (de) afwikkelingsorganisme(n) instaat(n) voor de overdracht van financiële instrumenten en voor de betaling in speciën, tussen de rekeningen van de koper en de verkoper;

6° Lid-verrekenaar : elke natuurlijke of rechtspersoon naar Belgisch of buitenlands recht, die is opgenomen als lid van het verrekeningsorganisme overeenkomstig artikel 4 en die bij de Verrekening kan optreden als tegenpartij. Het Lid Individuele-verrekenaar treedt op in eigen naam en voor rekening van zijn eigen Transacties en deze van zijn cliënten. Het Lid Algemene-verrekenaar kan daarenboven ook optreden voor de eigen Transacties van de leden van de markt en deze van hun cliënten;

7° Positie : het door het verrekeningsorganisme verkregen saldo na de verrekening, per rekening, van al de Transacties in éénzelfde financieel instrument en met éénzelfde vermoedelijke afwikkelingsdatum;

8° Bijzondere procedures : al de maatregelen, zoals het sluiten van Posities bijgehouden voor eigen rekening of de transfer van Posities van cliënten naar andere Leden-verrekenaars, genomen ten aanzien van het Lid-verrekenaar in geval van een Tekortkoming door deze, onverminderd de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EEG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen. Deze maatregelen worden bepaald in het reglement dat het verrekeningsorganisme aan de goedkeuring van de Minister van Financiën voorlegt en opgenomen in de in artikel 3 beoogde procedures;

9° Inrichtings- en werkingsregels van het verrekeningsorganisme : de regels en procedures als beoogd in Hoofdstuk I van Titel II van dit besluit, met uitzondering van de regels die voorzien zijn in het Beursreglement van de E.B.V.B. n.v. en die onder het toezicht vallen van de marktautoriteit overeenkomstig artikel 19, 1°, c) van de wet van 6 april 1995;

10° Transactie : aankoop-, verkoop- en andere verrichtingen uitgevoerd binnen of buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten, in financiële instrumenten opgenomen op die markten.

## TITEL II. — *Het verrekeningsorganisme*

### Hoofdstuk I. — *Inrichtings- en werkingsregels van het verrekeningsorganisme*

**Art. 2.** Het door de E.B.V.B. n.v. aangeduide organisme om Transacties te verrekenen, voert minstens de volgende verrichtingen uit, zoals, desgevallend, bepaald door de internationale normen terzake :

1° een adequate structuur van de rekeningen van zijn Leden-verrekenaars inrichten als bepaald in de in artikel 3 beoogde regels en procedures,

2° overgaan tot de automatische Registratie van de regelmatig afgesloten Transacties,

3° de Posities berekenen voor elk Lid-verrekenaar en voor elke rekening,

4° zich als rechtstreekse tegenpartij opstellen tussen het Lid-verrekenaar van de koper en deze van de verkoper en zo de goede afloop van de Posities garanderen. Die garantie van goede afloop waarborgt aan de koper de levering van de financiële instrumenten of, in voorkomend geval, een compenserende vergoeding voor de gekochte en niet-geleverde financiële instrumenten, en aan de verkoper de storting in speciën voor de levering van de verkochte financiële instrumenten,

5° dagelijks de risico's met betrekking tot de Posities berekenen,

6° van het Lid-verrekenaar de storting vorderen van de minimale dekkingen voor de in het vorige punt beoogde risico's, binnen de termijn, op de wijze en in de vorm die het bepaalt,

7° bijzondere procedures invoeren in geval van Tekortkoming van de Leden-verrekenaars,

8° de afwikkelingsinstructies vaststellen en verzenden naar het (de) in artikel 8 beoogde afwikkelingsorganisme(n).

Het in het eerste lid beoogde verrekeningsorganisme moet bovendien over voldoende kapitaal en financiële middelen beschikken om de aan de in dat lid beoogde verrichtingen verbonden risico's volledig te kunnen waarborgen.

**Art. 3.** Sans préjudice des compétences de l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a., le Conseil d'administration de l'organisme de compensation visé à l'article 2 propose à l'approbation du Ministre des Finances, les règles relatives, notamment :

- a) à son organisation,
- b) à son fonctionnement, tout en respectant les principes visés à l'article 2,
- c) aux conditions et procédure d'admission, de suspension et d'exclusion des Membres compensateurs,
- d) aux obligations des Membres compensateurs,
- e) aux Procédures particulières.

Le Conseil d'administration de l'organisme de compensation visé à l'article 2 fixe les procédures prises en exécution du présent arrêté et du règlement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Les Membres compensateurs s'engagent à respecter lesdites procédures par la signature d'une convention d'adhésion.

#### Chapitre II. — Admission des Membres compensateurs

**Art. 4.** Est admis comme Membre compensateur, celui qui remplit les conditions et respecte la procédure d'admission déterminées par le Conseil d'administration de l'organisme de compensation et qu'il a précisées dans les règles et procédures visées à l'article 3.

Ces conditions sont, notamment, les suivantes :

- a) avoir une structure financière adaptée et remplir les exigences de solvabilité fixées par l'organisme de compensation,
- b) être en mesure d'assurer le bon déroulement de ses activités, en disposant, notamment, des compétences professionnelles nécessaires,
- c) souscrire au nombre d'actions déterminé par les statuts de la S.B.V.M.B. s.a.,
- d) être en conformité avec les lois et règlements qui lui sont applicables,
- e) s'engager à respecter les règles et procédures visées à l'article 3 en signant la convention d'adhésion.

Le Membre compensateur qui ne respecte pas ses obligations peut être suspendu ou exclu par le Conseil d'administration de l'organisme visé à l'article 2. Dans ce cas, il transmet immédiatement sa décision à l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. pour que celle-ci puisse faire usage de ses compétences visées à l'article 19, 1°, c) de la loi du 6 avril 1995.

#### Chapitre III. — Compensation d'autres opérations sur instruments financiers

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 9, alinéa 9 de la loi du 6 avril 1995, l'organisme de compensation visé à l'article 2 est désigné par Nous comme pouvant compenser les opérations conclues en dehors des marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a. et portant sur des instruments financiers qui n'y sont pas inscrits.

§ 2. Le même organisme de compensation peut également compenser les opérations portant sur des instruments financiers négociés sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., sans y être inscrits.

§ 3. Dans les cas visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les dispositions de l'article 2 du présent arrêté sont d'application.

#### Chapitre IV. — Modification de l'article 2 de la loi du 28 avril 1999 visant à transposer, en droit belge, la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998

**Art. 6.** L'article 2, § 1<sup>er</sup>, b), 5° de la loi du 28 avril 1999 visant à transposer en droit belge la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, est abrogé.

#### Chapitre V. — Contrôle de l'organisme de compensation

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 8 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, l'organisme de compensation visé à l'article 2 est soumis au contrôle de la Commission bancaire et financière en ce qui concerne sa situation financière et son organisation comptable et administrative. Elle veillera, notamment, à ce que la condition visée à l'article 2, alinéa 2 est bien remplie.

Son contrôle s'étend à la mise en place et l'application des règles et procédures visées à l'article 3.

**Art. 3.** Onverminderd de bevoegdheden van de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v., legt de Raad van Bestuur van het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme aan de goedkeuring van de Minister van Financiën de regels voor aangaande :

- a) zijn inrichting,
- b) zijn werking, met inachtneming van de beginselen beoogd in artikel 2,
- c) de voorwaarden en de procedure tot toelating, schorsing en uitsluiting van de Leden-verrekenaars,
- d) de verplichtingen van de Leden-verrekenaars,
- e) de Bijzondere procedures.

De Raad van Bestuur van het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme stelt de procedures vast die worden genomen in uitvoering van dit besluit en het in lid 1 bedoelde reglement. De Leden-verrekenaars verbinden zich ertoe deze procedures na te leven door de ondertekening van een lidmaatschaps-overeenkomst.

#### Hoofdstuk II. — Toelating van de Leden-verrekenaars

**Art. 4.** Wordt toegelaten als Lid-verrekenaar, diegene die de door de Raad van Bestuur van het verrekeningsorganisme vastgestelde voorwaarden vervult en de toelatingsprocedure naleeft, zoals die vermeld staan in de in artikel 3 vermelde regels en procedures.

Die voorwaarden zijn inzonderheid de volgende :

- a) over een aangepaste financiële structuur beschikken en voldoen aan de door het verrekeningsorganisme vastgestelde solvabiliteitsvereisten,
- b) in staat zijn het goede verloop van zijn activiteiten te waarborgen door, inzonderheid, over de nodige professionele bekwaamheden te beschikken,
- c) inschrijven op het aantal aandelen vastgesteld in de statuten van de E.B.V.B. n.v.,
- d) aan de op hem van toepassing zijnde wetten en reglementen voldoen,
- e) zich ertoe verbinden de in artikel 3 beoogde regels en procedures na te leven door de lidmaatschapsovereenkomst te ondertekenen.

Het Lid-verrekenaar dat niet voldoet aan zijn verplichtingen kan door de Raad van Bestuur van het in artikel 2 beoogde organisme worden geschorst of uitgesloten. In dat geval maakt het organisme zijn beslissing onmiddellijk over aan de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v., zodat deze gebruik kan maken van haar in artikel 19, 1°, c) beoogde bevoegdheden.

#### Hoofdstuk III. — Verrekening van andere verrichtingen in financiële instrumenten

**Art. 5.** § 1. Overeenkomstig artikel 9, negende lid, van de wet van 6 april 1995 wordt het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme door Ons aangeduid om de verrichtingen afgesloten buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten in financiële instrumenten die er niet zijn opgenomen te kunnen verrekenen.

§ 2. Hetzelfde verrekeningsorganisme kan tevens de verrichtingen verrekenen in financiële instrumenten die worden verhandeld op de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten zonder er te zijn opgenomen.

§ 3. In de in §§ 1 en 2 beoogde gevallen zijn de bepalingen van artikel 2 van dit besluit van toepassing.

#### Hoofdstuk IV. — Wijziging van artikel 2 van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting in Belgisch recht van Richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998

**Art. 6.** Artikel 2, § 1, b), 5° van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting in Belgisch recht van richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen wordt opgeheven.

#### Hoofdstuk V. — Toezicht op het verrekeningsorganisme

**Art. 7.** § 1. Onverminderd artikel 8 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, is het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme wat zijn financiële toestand, zijn boekhoudkundige en administratieve organisatie betreft, onderworpen aan het toezicht van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen. Ze ziet er met name op toe of de in artikel 2, tweede lid, beoogde voorwaarde wel degelijk vervuld is.

Ze controleert ook de invoering en de toepassing van de in artikel 3 beoogde regels en procedures.

§ 2. Ce contrôle doit être effectué de manière à ne pas entraver le cours normal des activités de l'organisme de compensation. Pour l'exécution de cette mission de contrôle, la Commission bancaire et financière peut se faire communiquer toutes informations et tous documents y relatifs. Elle peut en prendre connaissance et copie sur place et peut procéder à des enquêtes et expertises.

L'organisme de compensation visé à l'article 2 communique annuellement ses comptes annuels à la Commission bancaire et financière. Celle-ci peut exiger la communication d'autres données chiffrées relatives aux activités dudit organisme.

Dans l'exercice de cette mission de contrôle, la Commission bancaire et financière peut demander au commissaire-reviseur de lui faire rapport. Celui-ci est tenu de l'informer immédiatement des lacunes graves, des irrégularités et des infractions qu'il aurait constatées.

L'information visée à l'alinéa précédent est également immédiatement portée à la connaissance du Conseil d'administration de l'organisme de compensation et du Conseil d'administration de la S.B.V.M.B. s.a.

§ 3. Lorsque la Commission bancaire et financière constate que l'organisme de compensation n'a pas mis en place les règles et procédures visées à l'article 3 ou ne les applique pas, que sa situation financière n'offre pas de garanties suffisantes pour la bonne fin de ses engagements ou que son organisation administrative ou comptable présente des lacunes graves, il doit y être remédié dans le délai fixé par la Commission bancaire et financière. Le Ministre des Finances est tenu au courant de sa décision.

Si, au terme du délai fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il n'a pas été remédié à la situation, la Commission bancaire et financière saisit le Ministre des Finances. Elle informe le Conseil d'administration de l'organisme de compensation ainsi que le Conseil d'administration et l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. de sa décision. Dans ce cas, le Ministre des Finances peut prendre toutes les mesures qui s'imposent pour régulariser la situation et, notamment, ordonner la modification des procédures visées à l'article 3, soumettre l'exercice des activités de l'organisme à des conditions qu'il définit, suspendre celles-ci, en tout ou en partie ou les interdire, ordonner le remplacement d'un ou plusieurs administrateurs de l'organisme ou désigner un ou plusieurs administrateurs provisoires. Le Ministre des Finances informe le Conseil d'Administration de l'organisme de compensation, le Conseil d'administration et l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. ainsi que la Commission bancaire et financière, de sa décision.

### TITRE III. — *Le(s) organisme(s) de liquidation*

**Art. 8.** Le ou les organismes désigné(s) par la S.B.V.M.B. s.a. pour liquider les Transactions, doit(vent) respecter les standards internationaux en la matière ainsi que les instructions qui lui(leur) sont transmises par l'organisme de compensation visé à l'article 2.

Les relations entre l'organisme de compensation et le(s) organisme(s) de liquidation sont fixées contractuellement.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 9, alinéa 9 de la loi du 6 avril 1995, le(s) organisme(s) de liquidation visé(s) à l'article 8 est(sont) désigné(s) par Nous comme pouvant liquider les opérations conclues en dehors des marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a. et portant sur des instruments financiers qui n'y sont pas inscrits.

§ 2. Le(s) même(s) organisme(s) de liquidation peut(vent) également liquider les opérations portant sur des instruments financiers négociés sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., sans y être inscrits.

### TITRE IV. — *Contrôle de l'organisme de compensation et de(s) l'organisme(s) de liquidation*

**Art. 10.** L'organisme de compensation visé à l'article 2 du présent arrêté et l'(les) organisme(s) de liquidation visé(s) à l'article 8 du présent arrêté ainsi qu'à l'article 6 de la loi du 6 avril 1995, sont soumis au contrôle du Ministre des Finances, à l'intervention du Commissaire du gouvernement auprès de la S.B.V.M.B. s.a..

### TITRE V. — *Dispositions transitoires générales*

**Art. 11.** Jusqu'à la rédaction des règles et procédures visées à l'article 3, les dispositions des arrêtés pris en exécution de la loi du 6 avril 1995 relatifs aux missions de compensation et de liquidation de Belfox et, en particulier, l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à la création et à l'organisation de la Bourse belge des Futures et Options, l'arrêté ministériel du 23 mars 1996 portant approbation du règlement de bourse de la Bourse belge des Futures et Options, et l'arrêté ministériel du 9 avril 1996 portant approbation du règlement du

§ 2. Deze controle moet zodanig worden verricht dat het normale verloop van de werkzaamheden van het verrekeningsorganisme niet in het gedrang wordt gebracht. Voor de uitvoering van haar toezichhoudende opdracht, kan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen alle informatie en alle documenten met betrekking daartoe opvragen. Zij kan er ter plaatse kennis in een afschrift van nemen en mag onderzoeken en expertises uitvoeren.

Het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme deelt aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen jaarlijks zijn jaarrekening mee. Deze kan ook de mededeling van andere cijfergegevens met betrekking tot de activiteiten van het organisme eisen.

In de uitoefening van haar toezichhoudende opdracht, kan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen aan de commissaris-revisor vragen haar verslag uit te brengen. De commissaris-revisor dient de Commissie onmiddellijk in te lichten over ernstige leemten, onregelmatigheden of inbreuken die hij zou vaststellen.

De in het vorige lid bedoelde informatie wordt eveneens onmiddellijk ter kennis gebracht van de Raad van Bestuur van het verrekeningsorganisme en van de Raad van Bestuur van de E.B.V.B. n.v.

§ 3. Wanneer de Commissie voor het Bank- en Financieuzen vaststelt dat het verrekeningsorganisme de in artikel 3 beoogde regels en procedures niet heeft ingevoerd of toegepast, dat de financiële toestand niet voldoende waarborgen biedt voor de goede afloop van zijn verbintenissen of dat zijn administratieve of boekhoudkundige organisatie ernstige leemten vertoont, moet die toestand worden verholpen binnen de termijn die de Commissie voor het Bank- en Financieuzen vaststelt. De Minister van Financiën wordt op de hoogte gebracht van haar beslissing.

Indien na afloop van de in het eerste lid bedoelde termijn de toestand niet is verholpen, legt de Commissie voor het Bank- en Financieuzen de zaak voor aan de Minister van Financiën. Ze brengt de Raad van Bestuur van het verrekeningsorganisme alsook de Raad van Bestuur en de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v. op de hoogte van haar beslissing. In dat geval kan de Minister van Financiën alle maatregelen treffen om de toestand te regulariseren en, inzonderheid, bevelen tot de wijziging van de in artikel 3 beoogde procedures, de uitoefening van de werkzaamheden van het organisme aan door hem bepaalde voorwaarden onderwerpen, deze geheel of ten dele schorsen dan wel verbieden, de vervanging gelasten van een of meerdere bestuurders van het organisme of een of meerdere voorlopige bestuurders aanstellen. De Minister van Financiën brengt de Raad van Bestuur van het verrekeningsorganisme, de Raad van Bestuur en de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v. alsook de Commissie voor het Bank- en Financieuzen op de hoogte van zijn beslissing.

### TITEL III. — *Het (de) afwikkelingsorganisme(n)*

**Art. 8.** Het of de door de E.B.V.B. n.v. aangeduide organisme(n) om de Transacties af te wikkelen, dient(en) de internationale normen terzake na te leven alsook de instructies die het(zij) ontvangt(en) van het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme.

De betrekkingen tussen het verrekeningsorganisme en het (de) afwikkelingsorganisme(n) worden contractueel vastgelegd.

**Art. 9.** § 1. Overeenkomstig artikel 9, negende lid, van de wet van 6 april 1995 wordt(en) het (de) in artikel 8 beoogde afwikkelingsorganisme(n) door Ons aangeduid om de verrichtingen afgesloten buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten in financiële instrumenten die er niet zijn opgenomen te kunnen afwikkelen.

§ 2. Het(de)zelfde afwikkelingsorganisme(n) kan (kunnen) tevens de verrichtingen afwikkelen in financiële instrumenten die worden verhandeld op de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten zonder er te zijn opgenomen.

### TITEL IV. — *Toezicht op het verrekeningsorganisme en op het(de) afwikkelingsorganisme(n)*

**Art. 10.** Het in artikel 2 van dit besluit beoogde verrekeningsorganisme en het(de) in artikel 8 van dit besluit beoogde afwikkelingsorganisme(n), alsook door artikel 6 van de wet van 6 april 1995, worden onderworpen aan het toezicht van de Minister van Financiën, door toedoen van de Regeringscommissaris bij de E.B.V.B. n.v..

### TITEL V. — *Algemene overgangsbepalingen*

**Art. 11.** Tot en met de opstelling van de in artikel 3 beoogde regels en procedures blijven de bepalingen van de in uitvoering van de wet van 6 april 1995 genomen besluiten met betrekking tot de verrekenings- en afwikkelingstaken van Belfox en, in het bijzonder, het koninklijk besluit van 22 december 1995 houdende de oprichting en de inrichting van de Belgische Future- en Optiebeurs, het ministerieel besluit van 23 maart 1996 tot goedkeuring van het beursreglement van de Belgische Future- en Optiebeurs en het ministerieel besluit van 9 april 1996 tot



marché de la Bourse belge des Futures et Options, et les décisions ou procédures prises en exécution de ces textes, restent d'application, sauf dans la mesure où leurs dispositions seraient en contradiction avec les dispositions de la loi du 6 avril 1995 ou deviendraient caduques ou désuètes par l'effet de celles-ci, et sans préjudice des règles transitoires prévues dans l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif à la reconnaissance de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles et modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à la création et à l'organisation de la Bourse belge des Futures et des Options.

Les mêmes règles s'appliquent *mutatis mutandis* au règlement d'ordre intérieur établi, par le Conseil d'Administration de la Coopérative de liquidation des marchés de la Société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, ci-après «la Coopérative de liquidation», sur base de l'article 20 de ses statuts, et à toutes ses décisions.

**TITRE VI. — Dispositions transitoires particulières, à la suite du retrait du mandat octroyé par l'autorité de marché, à la Coopérative de liquidation, pour compenser les Transactions sur instruments financiers inscrits sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a. que cette Transaction ait lieu sur ou en dehors de ceux-ci**

**Art. 12.** Les coopérateurs de la Coopérative de liquidation, à l'exception de la S.B.V.M.B. s.a. et de la C.I.K., deviennent, automatiquement et de plein droit, membres de l'organisme de compensation visé à l'article 2.

Sans préjudice de l'article 11, lesdits associés bénéficient d'une période de 9 mois pour respecter les procédures visées à l'article 3.

**Art. 13.** Les Positions enregistrées dans les comptes des coopérateurs de la Coopérative de liquidation à l'exception de la S.B.V.M.B. s.a. et de la C.I.K., sont de plein droit transférées à l'organisme de compensation visé à l'article 2.

**Art. 14.** Les couvertures détenues par les coopérateurs de la Coopérative de liquidation à l'exception de la S.B.V.M.B. s.a. et de la C.I.K., sont de plein droit transférées à l'organisme de compensation visé à l'article 2.

Tant que la Coopérative de liquidation n'est pas mise en liquidation et qu'il n'est pas procédé au remboursement total des parts B, celle-ci pourra déposer, pour chacun de ses associés individuellement, en fonction de la contre-valeur de leurs parts B remboursées ou non et pour couvrir les risques liés à leurs Positions respectives, des garanties auprès de l'organisme visé à l'article 2 dont la nature et la forme sont agréés par lui.

Si la couverture ainsi constituée est insuffisante, l'organisme visé à l'article 2 pourra réclamer auprès du Membre compensateur concerné, le versement d'une couverture complémentaire.

Le dépôt de garantie visé à l'alinéa 2 fera l'objet d'une convention spécifique entre la Coopérative de liquidation et l'organisme visé à l'article 2.

**TITRE VII. — Dispositions finales**

**Art. 15.** Le présent arrêté produit ses effets le 20 août 1999.

Le cas échéant, les dispositions du Titre VI entrent en vigueur le jour fixé par le conseil d'administration de la S.B.V.M.B. s.a., en vertu de l'article 14, 1° de la loi du 6 avril 1995, pour le transfert opérationnel des activités de la Coopérative de liquidation à l'organisme de compensation visé à l'article 2, si cette date ne coïncide pas avec celle visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 16.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 18 août 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

goedkeuring van het marktreglement van de Belgische Future- en Optiebeurs alsook de in uitvoering van deze teksten genomen beslissingen of procedures van toepassing, behalve wanneer hun bepalingen in tegenspraak zouden zijn met de bepalingen van de wet van 6 april 1995 of zouden vervallen of in onbruik geraken tengevolge van die bepalingen, en onverminderd de overgangsregels voorzien in het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de erkenning van de Effectenbeursvereniging van Brussel en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1995 houdende de oprichting en de inrichting van de Belgische Future- en Optiebeurs.

Dezelfde regels zijn *mutatis mutandis* van toepassing op het huishoudelijk reglement opgesteld door de Raad van Bestuur van de Coöperatieve tot vereffening van de markten van de Effectenbeursvereniging van Brussel, hierna «de Coöperatieve tot vereffening», op basis van artikel 20 van haar statuten, en op al haar beslissingen.

**TITEL VI. — Bijzondere overgangsbepalingen ten gevolge van de intrekking van het door de marktautoriteit aan de Coöperatieve tot vereffening toegekende mandaat om de Transacties binnen of buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten in financiële instrumenten opgenomen op die markten te verrekenen**

**Art. 12.** De vennoten van de Coöperatieve tot vereffening, met uitzondering van de E.B.V.B. n.v. en de C.I.K., worden automatisch en van rechtswege lid van het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme.

Onverminderd artikel 11 beschikken de vennoten over een periode van 9 maanden om de in artikel 3 bedoelde procedures na te leven.

**Art. 13.** De Posities geregistreerd in de rekeningen van de vennoten van de Coöperatieve tot vereffening, met uitzondering van de E.B.V.B. n.v. en de C.I.K., worden van rechtswege overgedragen naar het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme.

**Art. 14.** De dekkingen in handen van de vennoten van de Coöperatieve tot vereffening, met uitzondering van de E.B.V.B. n.v. en de C.I.K., worden van rechtswege overgedragen naar het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme.

Zolang de Coöperatieve tot vereffening niet in vereffening is gesteld en er niet is overgegaan tot de volledige terugbetaling van de deelbewijzen B, kan ze voor elke vennoot afzonderlijk, op basis van de tegenwaarde van zijn al dan niet terugbetaalde deelbewijzen B en om de aan zijn respectieve Posities verbonden risico's te dekken, garanties neerleggen bij het in artikel 2 beoogde organisme dat de aard en de vorm ervan goedkeurt.

Indien de aldus neergelegde dekking onvoldoende is, kan het in artikel 2 beoogde organisme van het betrokken Lid-verrekenaar een bijkomende dekking eisen.

De neerlegging van de in het tweede lid bedoelde garantie maakt het onderwerp uit van een specifieke overeenkomst tussen de Coöperatieve tot vereffening en het in artikel 2 beoogde organisme.

**TITEL VII. — Slotbepalingen**

**Art. 15.** Dit koninklijk besluit heeft uitwerking met ingang van 20 augustus 1999.

De bepalingen van Titel VI treden, desgevallend, in werking op de dag vastgesteld door de raad van bestuur van de E.B.V.B. n.v., krachtens artikel 14, 1° van de wet van 6 april 1995, voor de operationele overdracht van de activiteiten van de Coöperatieve tot vereffening aan het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme, indien die datum niet overeenkomt met deze beoogd in lid 1.

**Art. 16.** Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 18 augustus 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS